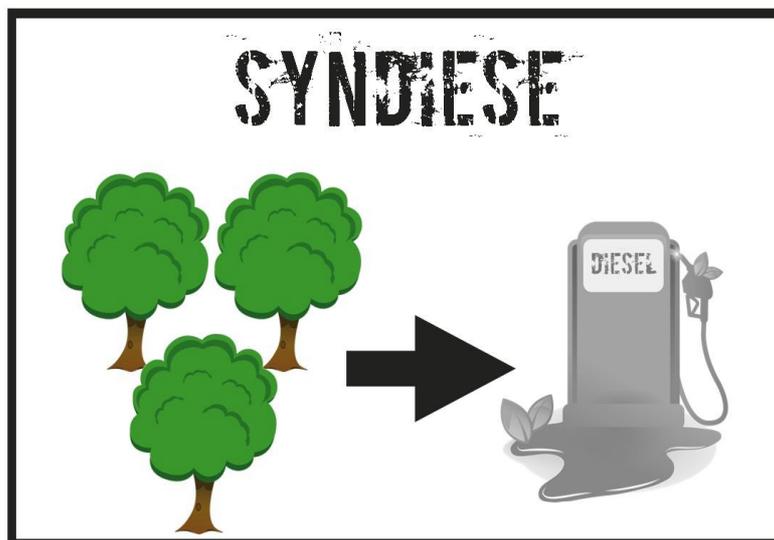


SYNDIESE : « NOS FORÊTS DANS LES RÉSERVOIRS DE NOS VOITURES ? »



Un projet qui met la forêt en danger

Le projet SYNDIESE engloutirait une quantité de biomasse forestière locale¹ équivalente à 20% de la totalité des ressources forestières disponibles en Lorraine : une pression intenable pour la filière bois et dangereuse pour la régénération du capital forestier.

Un bilan énergétique calamiteux

Transport, séchage, gazéification...autant de phases hyper-consommatrices d'énergie. Pour générer de l'hydrogène en parallèle, l'usine consommerait en plus autant d'électricité qu'une ville de 30 000 habitants! Tout ça pour produire assez de diesel pour faire rouler à peine 3 000 voitures !

Une usine sale...et imposée

SYNDIESE serait une installation très polluante (SEVESO/ICPE) : poussières allergènes, gaz acides, cendres et goudrons toxiques et métaux lourds... l'équivalent d'une piscine olympique par mois d'effluents sortirait de l'usine pour être traités en tant que déchets dangereux...

Alors qu'aucune enquête publique n'a eu lieu, le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), porteur du projet, a déjà commencé la construction de son atelier de broyage.

Des antécédents chaotiques...

La seule tentative équivalente à Freiberg en Allemagne (2008) n'a finalement jamais vu le jour, faute d'argent. Il faut dire que le carburant produit serait deux fois plus cher que le diesel classique pour un bilan émission gaz à effet de serre très coûteux...

¹75 000 tonnes par an de biomasse sèche issue de ressources forestières locales soit plus de 90 000 tonnes par an de biomasse fraîche (Lignocellulose – résidus forestiers, rémanents d'exploitation, déchets d'exploitation forestière...)

Le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) et le recyclage...des fonds publics...

Ca n'est pas un hasard si le CEA a choisit Saudron, à 3 km de Bure pour implanter cette usine. En tant que producteur de déchets radioactifs, le CEA verse des taxes à l'État. L'État reverse ces taxes à la Meuse et à la Haute Marne pour les aider à accepter le projet de méga-poubelle atomique « CIGEO » à Bure. Ensuite, la Meuse et la Haute Marne, au travers des GIP (groupement d'intérêt public) rendent l'argent au CEA pour SYNDIESE...rien ne se perd...

Le CEA qui est un organisme public, ne pourra pas se passer d'un solide soutien de l'Europe, de l'État et des collectivités pour son projet estimé, pour l'instant, à 270 millions d'euros environ. Franchement, qui a envie de payer ça?

Des alternatives ?

Culture de micro algues, valorisation des gaz sortant des aciéries Lorraines, production d'hydrogène à partir d'éoliennes et amélioration des possibilités de stockage...les voies de recherches prometteuses ne manquent pourtant pas...

Il faut laisser à la forêt la noble mission de produire du bois d'œuvre de qualité à haute valeur économique et écologique ajoutée, et d'alimenter secondairement la filière bois d'industrie existante et les projets locaux de chauffage au bois.

Les investissements devraient aussi soutenir davantage la valorisation de nos déchets ménagers fermentescibles, à l'échelle des collectivités, comme le fait l'usine Lorraine Méthavalor à Forbach (57).

La première solution, c'est avant tout la réduction de notre consommation excessive de carburant : rationalisation de nos déplacements, développement des filières courtes, transport de marchandises par mode fluvial et ferroviaire, transport en commun, transports doux...

Avec le projet SYNDIESE à 3 km de Bure, la filière nucléaire s'auto-alimente via le CEA et nous offre un remake de « retour vers le passé » : du nucléaire et du diesel en masse... Cette nage à contre courant de la transition énergétique n'est plus tenable. Le projet SYNDIESE est un projet inutile, imposé et destructeur qui doit être abandonné.

Retrouvez notre dossier complet sur <http://mirabel-lne.asso.fr/content/syndiese>

Contre ce grand projet inutile, imposé et destructeur

rendez vous à Bure le 29 Juin 2014

« Randonnée pour la réappropriation des terres et la protection des forêts. »

nocigeo.noblog.org



Fédérations d'associations de protection de l'environnement